

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/300		
DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE SISE AU PRADET 93 RUE PAULIN DAVID CADASTREE SECTION AX N° 0545		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/300

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA
PARCELLE SISE AU PRADET 93 RUE PAULIN DAVID
CADASTREE SECTION AX N° 0545**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant
élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la Décision Communautaire n° DC 02/56 du 13 Juin 2002,

VU les mails de la commune du Pradet en date du 29 mai 2024 et du 5 juin 2024,

VU le courrier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 20 juin 2024,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°2725 N du 5 décembre 2024,

VU le mail de Monsieur PONTONE en date du 15 avril 2025,

CONSIDERANT que suite à une opération de démolition, les propriétaires de la parcelle sise au Pradet (83220) 93, rue Paulin David, cadastrée section AX n°0502 ont demandé à Monsieur le Maire du Pradet de pouvoir accéder à la façade nord de leur maison, qui jouxte la parcelle cadastrée section AX n°0503 appartenant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT la demande du 29 mai 2024 de Monsieur le Maire du Pradet auprès de la Métropole, de céder aux époux PONTONE une bande d'une largeur d'un mètre, à prélever sur parcelle métropolitaine cadastrée section AX n°0503,

CONSIDERANT que cette parcelle métropolitaine cadastrée section AX n°0503 constitue un espace public acquis en 2002 dans le cadre d'une Déclaration d'Utilité Publique pour un projet d'aménagement, abandonné depuis,

CONSIDERANT le souhait de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ne pas donner à cette parcelle, une affectation à l'usage direct du public ou à un service public,

CONSIDERANT que par mail en date du 10 juillet 2024, Madame Annick PONTONE, a confirmé le souhait d'acquérir une bande d'une largeur d'un mètre sur la parcelle cadastrée section AX n°0503,

CONSIDERANT que la concrétisation de cette opération permettra à la Métropole de ne plus assumer les responsabilités du propriétaire vis-à-vis de cet espace public qui ne présente aujourd'hui aucune utilité publique,

CONSIDERANT que le cabinet de géomètres experts OPSIA a établi un plan de division et un document modificatif du parcellaire cadastral n° 2725 N du 5 Décembre 2024, qui a numéroté deux nouvelles parcelles correspondant au découpage de la parcelle cadastrée section AX n°0503 : parcelles cadastrées section AX n°0544 et n°0545,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation d'une bande de terrain de 16 m² correspondant à la parcelle cadastrée section AX n°0545 et d'en prononcer le déclassement afin de pouvoir valider la proposition d'acquisition formulée par les époux PONTONE, propriétaires de la parcelle section AX n°0502 jouxtant la parcelle cadastrée section AX n°0545,

CONSIDERANT que cette bande de terrain de 16 m² peut être désaffectée et déclassée sans enquête publique préalable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation d'une bande de terrain de 16 m² sise au Pradet (83220) 93, rue Paulin David, cadastrée section AX n°0545, située au droit de la parcelle cadastrée section AX n°0502, appartenant aux époux PONTONE.

ARTICLE 3

DE PRONONCER le déclassement du domaine public sans enquête publique préalable de la parcelle cadastrée section AX n°0545 pour accéder au souhait des propriétaires d'accéder à la façade nord de leur maison.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à faire et signer tous les actes permettant cette désaffectation et ce déclassement.

ARTICLE 5

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

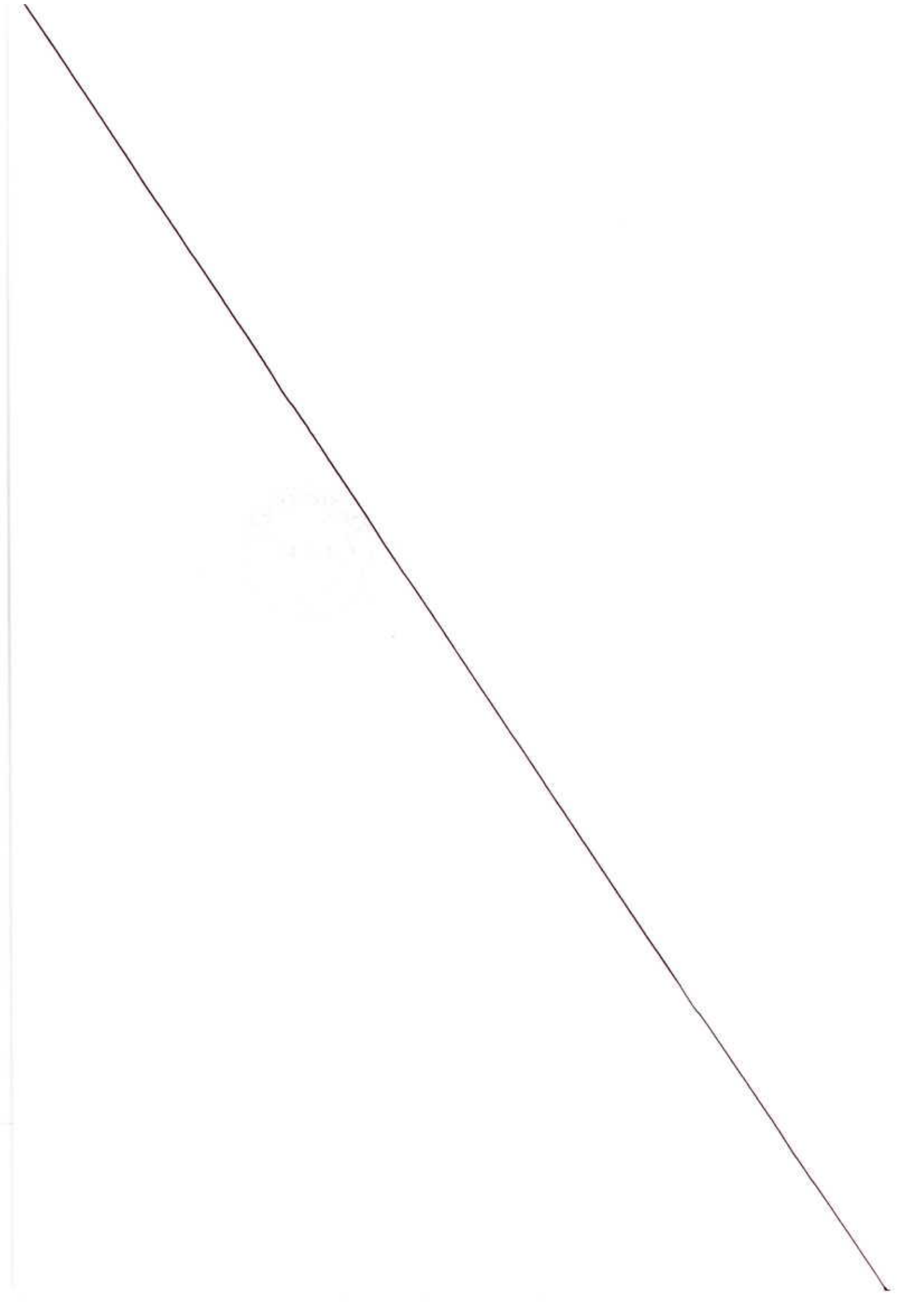
Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





LE PRADET



SECTION AX

Echelle de 1/1000

Nivellement effectué en 1984

à

Maître PIERONI-MIGNON
23, avenue Vauban
83000 Toulon

Toulon le 18 Juin 2002

Réf : JYT/CB/PL/2002/N° 435**Objet :** Achat par **TPM Transport** d'une copropriété
sis 93, rue Paulin David au Pradet.**PJ : 3**

Maître,

La Communauté d'Agglomération **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** est bénéficiaire d'un emplacement réservé inscrit au P.O.S. de la ville du Pradet. Elle acquiert par conséquent à chaque occasion les biens frappés d'alignement en vue de la construction du Transport en Commun en Site Propre (T.C.S.P.) et indemnise par la suite les locataires commerciaux pour libérer les lieux.

Par décision communautaire en date du 13/06/2002 le bureau communautaire décide d'acquérir la propriété de Monsieur et Madame Pierre CECILLON, situé 93 rue Paulin David au Pradet, pour un prix de :

185.000 Euros toutes indemnités confondues.

Je tiens à vous signaler que l'appartement sera vide au 1^{er} Octobre 2002, la signature ne pourra intervenir qu'après constatation de la libération complète des lieux.

Je vous demande donc de bien vouloir établir l'acte en vue de sa signature.

Je joins à la présente :

- une décision du bureau communautaire
- un avis des domaines
- l'origine de propriété est à réclamer au propriétaire dont l'adresse est :
impasse de la Corderie 69500 BRON
- copie des pièces officielles de création **TPM**

Dans l'attente, veuillez agréer, Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Vice-Président

Michel BREERE



Le Vice-Président

à

Mr et Mme Pierre CECILLON
Impasse de la Corderie
69500 BRON

Toulon le 4 Juin 2002

Réf : JYT/CB/PL/2002/N° 406

Objet : Acquisition de votre villa
sise 93 rue Paulin David au Pradet.

Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que le bureau communautaire lors de sa réunion du 29 Mai 2002 a accepté l'achat de votre propriété visée en objet moyennant la somme de **185.000 Euros**.

Ce prix reste conditionné par la libération totale des lieux prévue le 1^{er}/10/2002.

Dans les prochains jours vous recevrez copie du courrier chargeant un notaire de la rédaction de l'acte de vente.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Le Vice-Président

Michel BRUERET





TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE

RECU

13-06-02

PREF 03

DECISION COMMUNAUTAIRE

N° DC 02/56

~~~~~

**OBJET :   AUTORISATION A MONSIEUR LE PRESIDENT DE  
SIGNER L'ACTE AUTHENTIQUE D'ACHAT AVEC LES  
CONSORTS CECILLON PIERRE POUR LA CESSON  
D'UNE VILLA PLUS TERRAIN SITUES AU 93 RUE P.  
DAVID AU PRADET CADASTRE SECTION AX N°2  
MOYENNANT LE PRIX DE 185 000 €.**

~~~~~

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,

CONSIDERANT que par délibérations n° 28 en date du 16 avril 1993, n° 46 du 24 septembre 1993, n° 32 du 2 juin 1994, n° 39 du 13 juin 1997 et n° 41 du 28 avril 1998, le Syndicat Intercommunal des Transports en Commun de l'Agglomération Toulonnaise (SITCAT). a approuvé le tracé du Transport en Commun en Site Propre (TCSP) de l'agglomération toulonnaise et a demandé aux communes concernées son inscription dans leur Plan respectif d'Occupation des Sols (P.O.S.).

CONSIDERANT que par courrier du 29 décembre 1997, le Ministre de l'Equipement et des Transports a pris en considération le Transport en Commun en Site Propre (TCSP). de l'agglomération toulonnaise.

CONSIDERANT que par arrêté du 21/12/2000, Monsieur le Préfet du Var a déclaré d'utilité publique les travaux du tramway et les aménagements connexes et a mis en compatibilité les P.O.S. des communes concernées.

CONSIDERANT que par courrier en date du 05/02/2002, Monsieur et Madame Pierre CECILLON, propriétaires d'une villa plus terrain sis 93 rue Paulin David dans la parcelle cadastrée AX n° 2 au Pradet, nous informent de leur souhait de négocier la cession de leur bien eu égard à la réservation foncière inscrite au profit de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. En réalité ces personnes avaient décidé de vendre leur bien et ont contacté le service Transport de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

RECU

13.06.02

CONSIDERANT que des négociations sont intervenues avec les propriétaires dès réception de l'avis des domaines. Les Propriétaires ayant donné congé au locataire de l'appartement loué, le bien a été évalué libre et la signature de l'acte ne pourra intervenir qu'après constatation effective du départ du locataire le 01/10/2002.

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à acquérir la parcelle cadastrée section AX n°2 sur laquelle est édifiée une maison à usage d'habitation comportant deux logements sise commune du Pradet moyennant un prix de 185 000 €.

VU l'avis favorable de la Commission Transport réunie en date du 15 mai 2002,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

D'APPROUVER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2 :

DE DECIDER le principe d'acquisition de la villa et du terrain sis dans la parcelle cadastrée section AX n°2 dès qu'elle sera libre de tout occupant, c'est à dire après le 01/10/02,

ARTICLE 3 :

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer avec les propriétaires, les consorts CECILLON, l'acte notarié à intervenir moyennant le prix de 185 000 €,

ARTICLE 4 :

DE DIRE que les crédits afférents à cet achat sont inscrits au Budget Annexe Transport 2002 compte 2111.


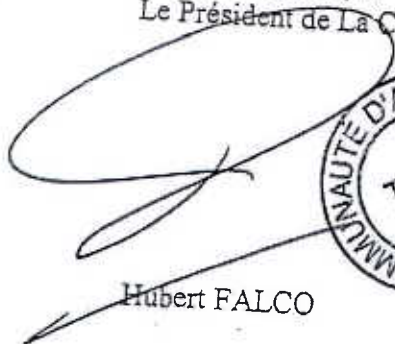
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

RECU

13-06-02

Fait à TOULON, le 13 JUIN 2002
Le Président de La Communauté d'Agglomération TPM

027 83



Hubert FALCO

POUR : 10
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

M. & Mme CECILLON Pierre
Propriétaires
Impasse de la Corderie
69500 BRON

tel : 04 72 81 95 67

M. & Mme CECILLON Roger
Usufruitiers
35 rue de France
69100 VILLEURBANNE

tel : 04 78 84 01 36

Bron le 21 décembre 2001

Monsieur Christian BARBAN
Responsable des Affaires Générales et Foncières
du S.I.T.C.A.T.
Espace Galaxie C
526 Avenue de Lattre de Tassigny
83000 TOULON

OBJET : Construction ligne T.C.S.P.
Acquisition par le SITCAT de la propriété de M. & Mme CECILLON
93 rue Paulin David 83220 LE PRADET

Suite à notre visite du 5 décembre 2001 en vos bureaux, nous vous confirmons que nous sommes vendeurs de notre propriété sise 93 rue Paulin David au Pradet (section A X parcelles 1 & 2), dans le cadre de la construction de la ligne du T C S P .

Cette propriété comporte une maison de village bâtie sur un terrain de 925 m2 . Cette maison de 116 m2 comprend un logement de 71 m2 que nous utilisons comme résidence secondaire , et un logement de 45 m2 que nous louons à M. SANCHEZ Jean Claude

Vous trouverez en annexe le plan détaillé de la maison par niveau .

Après donation de cette maison entre parents et fils , en février 1985 , nous avons entrepris conjointement de la réhabiliter complètement , en effectuant des travaux dont vous trouverez également la liste en annexe .

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire procéder à un estimation de cette propriété et nous faire une proposition d'achat .

Le renouvellement du bail de location de M. SANCHEZ arrive à expiration le 1^{er} octobre 2002 . Nous lui notifierons fin mars le non renouvellement de son bail pour cause de vente .

Nous nous tiendrons à votre disposition , en mars prochain , pour une visite des lieux après accord sur une date nous permettant d'être présents au Pradet .

Veillez agréer , Monsieur , nos salutations les plus distinguées .


Pierre CECILLON


Roger CECILLON



DOSSIER : 11546
NATURE : VENTE CECILLON/TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
DATE : 3 et 6 décembre 2002
REFERENCE : 5/A
Compte N° :

DROIT DE TIMBRE PAYE SUR ETAT
AUTORISATION DU 30/11/1980

PARTIE NORMALISEE

L'AN DEUX MIL DEUX,
Les TROIS ET SIX DECEMBRE

Maître Françoise PIERONI-MIGNON Notaire à TOULON (Var),
soussigné,

A reçu cet acte contenant :

VENTE

PARTIES A L'ACTE

Vendeur :

1°) Monsieur Roger, André CECILLON, retraité, et Madame
Nicole Marie Jeanne ABADIE, retraitée, demeurant ensemble à
VILLEURBANNE (Rhône), 35 rue de France,

Nés savoir le mari à LYON 4e (Rhône) le 17 février 1927
et l'épouse à MONTAUBAN (Tarn et Garonne) le 26 juillet
1927.

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de
la communauté de meubles et acquêts par suite de leur union
célébrée sans contrat préalable à la Mairie de LYON 3e
(Rhône) le 20 avril 1950,

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.
De nationalité française.

USUFRUITIERS

Handwritten marks at the bottom of the page: a stylized 'm' on the left, and 'ae', 're', and 'h' on the right.

2°) Monsieur Pierre, Maurice, Claude CECILLON, Ingénieur Electronicien à EDF, et Madame Catherine, Maryvonne, Raymonde FRELICOT, demeurant à BRON (Rhône), Impasse de la Corderie, sans N° Nés, savoir le mari à LYON (Rhône) le 11 septembre 1954, et l'épouse à PARIS (19°) le 26 juillet 1954.

Soumis au régime légal de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur mariage célébré en la Mairie de PARIS (19°) le 20 juin 1981.

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.
De nationalité française.

NU-PROPRIETAIRES

Portant, dans cet acte, la dénomination de "VENDEUR" ou celle d' "ANCIEN PROPRIETAIRE",

Acquéreur :

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, Communauté d'Agglomération, Etablissement public de coopération intercommunale, Dont le siège social est 136 Boulevard du Maréchal Leclerc TOULON (Var).

Constituée suivant arrêté du Préfet du Var, en date du 19 décembre 2001

Portant, dans cet acte, la dénomination de "NOUVEAU PROPRIETAIRE" ou celle d' "ACQUEREUR", qui accepte.

CAPACITE - PRESENCE - REPRESENTATION

Toutes les parties sont capables.

- Monsieur et Madame Roger CECILLON à ce non présents, mais représentés par :

. Monsieur Pierre, Maurice, Claude CECILLON, leur fils susnommé, vendeur aux présentes, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à VILLEURBANNE (Rhône) du 07 octobre 2002, demeurée ci-annexée après mention.

- Monsieur et Madame Pierre CECILLON ici présents.

- La Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est représentée par :

. Monsieur Michel BRUERE, Vice Président délégué aux transport de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, spécialement habilité aux présentes en vertu d'un arrêté de délégation de Monsieur Hubert Falco, Président de la Communauté d'Agglomération et Maire de la Ville de TOULON, dont la copie certifiée conforme est demeurée ci-annexée aux présentes après mention,

h

LC PC-h

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile à TOULON en l'Etude du Notaire soussigné.

OBJET DU CONTRAT

Par les présentes, le "VENDEUR" vend à l'"ACQUEREUR" qui accepte :

DESIGNATION

- Sur la Commune de LE PRADET (Var),
93, Rue Paulin David,

Une maison d'habitation sise Quartier de la Gare, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée.

Figurant au cadastre de la manière suivante :
Section AX :

- numéro 01 pour une contenance de 04a 80ca,
 - numéro 02 pour une contenance de 04a 12ca,
- Soit une contenance totale de 08a 92ca

NATURE ET QUOTITE VENDUES

Cette vente porte sur la totalité en pleine propriété de ce bien appartenant en indivision aux vendeurs dans les proportions suivantes :

- LA TOTALITE EN USUFRUIT à Monsieur et Madame Roger CECILLON,
- LA TOTALITE EN NUE-PROPRIETE à Monsieur et Madame Pierre CECILLON.

REFERENCES DE PUBLICATION

ATTESTATION IMMOBILIERE APRES DECES suivant acte reçu par Maître DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône) le 8 février 1985,

Publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 18 mars 1985, volume 6574 Numéro 12.

DONATION suivant acte reçu par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 08 février 1985,

Publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 12 avril 1985, volume 6593 numéro 8.

CHARGES ET CONDITIONS

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le transfert de propriété aura lieu ce jour et le transfert de jouissance aura lieu également ce jour par la prise de possession réelle, ce bien étant libre de toute occupation ou de toute location.

h

ec p h

PRIX

Cette vente est consentie et acceptée moyennant le PRIX principal de : CENT QUATRE-VINGT CINQ MILLE EUROS (soit 1.213.520,45 FRF),

Ci : 185.000,00

PAIEMENT DU PRIX

LEQUEL prix sera payé par le comptable du Trésor Public, conformément à la réglementation en vigueur entre les mains du notaire soussigné, sur mandat établi au nom du vendeur mais payable en l'acquit de Me PIERONI-MIGNON.

Ce paiement sera effectué sur production d'une copie authentique de la vente accompagnée d'un certificat cité en renvoi n°52 de la liste des pièces justificatives du décret n°88-74 du 21 janvier 1988.

Le règlement, de ce mandat entre les mains du Notaire libérera, entièrement et définitivement, la collectivité publique envers le vendeur, à l'égard du prix de cette vente.

RETRAIT DU PRIX

Les vendeurs autorisent le Notaire soussigné à remettre les fonds, provenant ou devant provenir de cette vente, à l'un d'eux seulement et le déchargent de toute responsabilité à cet égard. Ils se donnent mutuellement pouvoir pour recevoir ces fonds.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente mutation ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux prescriptions de l'Article 1042 du Code Général des Impôts. Elle est donc exonérée de droits d'Enregistrement, de Taxe de Publicité Foncière et de timbre.

Pour la Perception du Salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques qui demeure à la charge de la collectivité publique acquéreur, de même que les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le bien est estimé à 185.000,00 EUR.

PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières, chaque vendeur déclare :

- Monsieur et Madame Roger, André CECILLON

Qu'ils ont leur domicile réel à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'ils dépendent du Centre des Impôts de LYON VILLEURBANNE SUD.

Que le bien vendu lui appartient par suite de l'envoi en possession d'un leg à titre universel ainsi qu'il résulte d'une ordonnance de Monsieur le Président du tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) en date du 29 février 1984 ainsi qu'il sera plus amplement dit en l'ORIGINE,

Que le bien avait, à l'époque de cette mutation, une valeur vénale de 140.000,00 FRF (soit 21.342,86 EUR).

CC K H

3

- Monsieur et Madame Pierre CECILLON

Qu'ils ont leur domicile réel à l'adresse indiquée en tête des présentes,

Qu'ils dépendent du Centre des Impôts de BRON,

Que la nue-propriété du bien vendu leur appartient par suite d'une donation consentie par Monsieur et Madame Roger CECILLON, susnommés, en date du 08 février 1985 ainsi qu'il sera plus amplement dit en l'ORIGINE,

Que le bien avait, à l'époque de cette mutation, une valeur vénale de 300.000,00 FRF (soit 45.734,71 EUR).

Que le bien est cédé à l'amiable dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2000 et demande à bénéficier de l'abattement spécial prévu à l'article 1500, al 3 du Code Général des Impôts.

En outre, l'ancien propriétaire reconnaît avoir été avisé par le Notaire soussigné de l'obligation de déclarer, avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value éventuelle résultant des présentes,

Et, avoir reçu du Notaire soussigné toutes les explications utiles afférentes à cette obligation fiscale.

En conséquence, il fera toutes déclarations et produira toutes pièces justificatives auprès de l'Administration Fiscale compétente.

ASSIETTE DES DROITS

Pour déterminer l'assiette des droits de mutation dus au titre de cet acte, il est précisé ce qui suit :

Tous les frais, droits et honoraires de cet acte seront supportés par le nouveau propriétaire qui s'y oblige.

En outre, il résulte de cet acte qu'il n'existe aucune charge augmentative du prix.

- NEGOCIATION

Enfin, les parties déclarent que cet acte n'a été négocié ni par l'intermédiaire d'un agent immobilier, ni par l'intermédiaire du Notaire soussigné.

CALCUL DES DROITS : NEANT

ATTESTATION DU CONTENU DE LA PARTIE NORMALISEE

Le Notaire soussigné atteste que la partie normalisée de cet acte rédigée sur cinq pages contient toutes les énonciations nécessaires à la publication, au fichier immobilier, des droits réels et toutes celles nécessaires à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

Cette partie contient : aucun renvoi

3

EC h ps

SECONDE PARTIE

URBANISME

Le Notaire soussigné a donné lecture au nouveau propriétaire qui le reconnaît, d'une Note de Renseignements d'Urbanisme - qui demeurera jointe et annexée, après mention, à la minute du présent acte - délivrée par l'autorité administrative compétente le 18 septembre 2002.

Observation étant ici faite qu'il résulte de ladite note que le bien immobilier objet des présentes est concerné par :

- l'opération d'urbanisme ER N°19 consistant en un aménagement du chemin de la Lisbonne Plate Forme 8 M;
- le tracé d'une ligne de transport en commun (TCSP).

Le nouveau propriétaire déclare en avoir pris parfaite connaissance et faire son affaire personnelle de ces prescriptions sans recours contre l'ancien propriétaire.

DROIT DE PREEMPTION PUBLIC

La présente mutation était susceptible de faire l'objet d'un droit de préemption au titre :

D'UN DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U.)

La présente mutation a été notifiée au détenteur de ce droit, lequel a renoncé à l'exercer ainsi qu'il résulte d'une lettre du 7 novembre 2002 annexée à la minute du présent acte après mention.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent aux vendeurs, dans les proportions sus-énoncées, par suite des actes et faits suivants :

I/ ORIGINAIEMENT

ORIGINAIEMENT l'immeuble objet des présentes avait été acquis, à raison de moitié indivise pour chacun d'eux par :

- Monsieur Eugène DELHOUME et Madame Marie Louise Cécile BERNIER, épouse de Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE,

DE :

- Monsieur André BOGGIANI, Agriculteur et Madame Henriette FOURNIER, son épouse, demeurant à LE PRADET,

Aux termes d'un acte reçu par Maître CHAMBEIRON, Notaire à LA GARDE (Var) le 1er juin 1950, moyennant un prix payé partie comptant et partie à terme, le solde étant payé depuis.

Une expédition a été transcrite au bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 14 juin 1950, volume 1320 numéro 12.

cc kc
h

h

II/ DECES DE MONSIEUR Eugène DELHOUME

- Monsieur Eugène DELHOUME, en son vivant retraité, époux de Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, domicilié à LE PRADET (Var), est décédé à HYERES (Var) le 23 mars 1977,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 26 septembre 1960 aux termes duquel il a institué pour sa légataire universelle en pleine-propriété son épouse, Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître VERNE, Notaire Associé à LA GARDE (Var) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 18 avril 1977.

Monsieur DELHOUME est décédé sans laisser d'ascendant ni descendant ayant droit à une réserve dans sa succession de sorte que le legs universel fait au bénéfice de son épouse a pu recevoir sa pleine et entière exécution.

Ainsi que cela est constaté dans un acte de notoriété dressé par ledit Notaire associé le 18 avril 1977.

Observation étant ici faite que Madame BERNIER veuve DELHOUME a été envoyée en possession de son legs universel suivant ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 06 mai 1977 dont la copie exécutoire est demeurée annexée à la minute de l'Attestation de propriété ci-après visée.

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Notaire le 26 août 1977,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 28 octobre 1977, volume 3106 numéro 9.

III/ DECES DE MONSIEUR MONTAGNE

- Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE, en son vivant Médecin Général du Cadre de réserve, époux de Madame Marie, Louise, Cécile BERNIER, demeurant à PLAISEAU, 5 boulevard N. SAMSON, est décédé à PARIS (5°) où il se trouvait alors le 03 août 1970,

En l'état d'une donation entre époux reçue par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire à PARIS, le 27 novembre 1929, aux termes de laquelle il a fait donation à son épouse de la toute propriété de l'universalité des biens composant sa succession.

Monsieur MONTAGNE est décédé sans laisser d'héritier réservataire, de sorte que la donation sus-visée a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit de :

Madame Marie Louise Cécile BERNIER, née à NERAC (Lot et Garonne) le 18 octobre 1900.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire susnommé, les 24 et 27 novembre 1970.

13

ee h kc

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Maître THION DE LA CHAUME le 19 février 1971,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 13 mai 1971, volume 514 numéro 14.

IV/ DECES DE MADAME BERNIER veuve MONTAGNE

- Madame BERNIER veuve MONTAGNE, ci-dessus désignée, en son vivant demeurant à LE PRADET, Rue Paulin David, est décédée à CHOZEAU (Isère) où elle se trouvait alors le 15 juillet 1973,

En l'état d'un testament olographe en date LE PRADET (Var) du 31 octobre 1966, aux termes duquel elle a institué pour ses légataires iniversels par moitié chacun :

- Monsieur Roger, André CECILLON, vendeur aux présentes susnommé,

- Et Madame Nicole, Marie, Jeanne ABADIE, sa nièce, vendeur aux présentes susnommée.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 25 juillet 1973.

Madame BERNIER veuve MONTAGNE est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnmme, le 26 juillet 1973.

Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 12 septembre 1973, laquelle demeure annexée à la minute de l'attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 octobre 1973,

Dont une expédition a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 29 octobre 1973, volume 1554 numéro 13.

V/ DECES DE MADAME BERNIER veuve DELHOUME

- Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, en son vivant retraitée, veuve de Monsieur Eugène DELHOUME, demeurant à LE PRADET (Var), est décédée en son domicile le 28 septembre 1983,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 05 novembre 1978, aux termes duquel elle a instituée pour ses légataires universels par moitié chacun :

- Monsieur André CECILLON et Madame Nicole ABADIE, vendeurs aux présentes susnommés.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 09 décembre 1983.

13

ec h

Madame BERNIER veuve DELHOUME est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 décembre 1923.

Observation étant ici faite que Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 29 février 1984,

Dont une copie exécutoire a été déposée au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant acte de dépôt reçu par lui le 12 mars 1984.

La transmission de l'immeuble ci-dessus a été constatée dans une attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 08 février 1985,

Publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 18 mars 1985, volume 6574 numéro 12.

VI/ DONATION PAR Monsieur et Madame Roger CECILLON à leurs enfants

Aux termes d'un acte reçu par Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône), le 08 février 1985,

- Monsieur et Madame Roger CECILLON, vendeurs aux présentes susnommés, ont consenti une Donation en avancement d'hoirie,

A :

- Monsieur Pierre CECILLON, leur fils, vendeur aux présentes susnommé,

De la nue-propriété des biens et droits immobiliers objet des présentes,

- Monsieur Charles, Louis CECILLON, leur fils, ci-dessous plus amplement nommé,

De la nue-propriété de biens et droits immobiliers étrangers aux présentes.

Ladite donation a eu lieu sous la réserve par le donateur, sa vie durant, de l'usufruit de tous les biens donnés.

Audit acte les donateurs ont fait réserve expresse à leur profit du droit de retour sur les biens donnés, prévu par l'article 951 du Code Civil, pour le cas où les donataires viendraient à décéder avant eux sans descendants,

Et ont interdit formellement au donataire d'aliéner les biens donnés durant leur vie et ce sous peine de révocation de la donation, les donateurs se réservant expressément l'action révocatoire à cet effet.

13

CC R-1

Ils ont stipulé expressément que les biens donnés objet des présentes feraient partie de la communauté existant entre le donataire, Monsieur Pierre CECILLON, et Madame Catherine, Maryvonne, Raymonde FRELICOT, son épouse susnommée, vendeur aux présentes, qui a accepté.

Il est fait ici observer que Monsieur et Madame Roger CECILLON susnommés, ainsi que Monsieur Charles Louis CECILLON et son épouse Madame Myriam CHAPAT, interviendront ci-après aux présentes pour donner en tant que de besoin, les consentements prévus par l'article 930 alinéa 2 du Code Civil et garantir ainsi à l'acquéreur en droit incommutable sur l'immeuble objet de la donation susénoncée, ainsi que pour renoncer.

En outre les donateurs ont fait réserve à leur profit du droit de retour conventionnel sur le bien donné pour le cas de prédécès des donataires sans postérité.

Audit acte l'ensemble des biens avait été évalué à la somme de 210.000,00 FRF (soit 32.014,29 EUR) pour la nue-propriété de la moitié donnée.

Une copie authentique de la donation été publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 12 avril 1985, Volume 6593 numéro 8,

Intervention

Aux présentes et à l'instant même sont intervenus :

Monsieur Roger, André CECILLON, retraité, et Madame Nicole Marie Jeanne ABADIE, retraitée, demeurant ensemble à VILLEURBANNE (Rhône), 35 rue de France,

Nés savoir le mari à LYON 4e (Rhône) le 17 février 1927 et l'épouse à MONTAUBAN (Tarn et Garonne) le 26 juillet 1927.

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de meubles et acquêts par suite de leur union célébrée sans contrat préalable à la Mairie de LYON 3e (Rhône) le 20 avril 1950, ledit régime matrimonial non modifié.

DECLARENT renoncer à tout droit de retour, à toutes interdictions résultant de la donation.

CONSENTENT à la vente dans les termes de l'article 930 aliéna 2 du Code Civil, afin que l'acquéreur et les tiers détenteurs des biens immobiliers ci-dessus désignés ne puissent pas être inquiétés en cas d'exercice de l'action en réduction, à l'encontre de la donation analysée ci-dessus en l'origine de propriété.

Intervient également aux présentes :

Monsieur Charles, Louis CECILLON, Officier de la Marine Marchande, époux de Madame Myriam, Gisèle CHAPPAT, demeurant à MEYZIEU, 2, Impasse des Glycines.

13

cc pc H

Né à LYON 3° (Rhône) le 03 avril 1951.

Soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie de DECINES CHARPIEU (Rhône) le 7 septembre 1974.

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.
De nationalité française.

A ce non présent mais représenté par
en vertu d'une procuration sous seing privé en date à MEYZIEU du
18 octobre 2002, demeurée ci-annexée après mention.

CONSENT à la vente dans les termes de l'article 930 aliéna 2 du Code Civil, afin que l'acquéreur et les tiers détenteurs des biens immobiliers ci-dessus désignés ne puissent pas être inquiétés en cas d'exercice de l'action en réduction, à l'encontre de la donation analysée ci-dessus en l'origine de propriété.

CHARGES ET CONDITIONS

Cette mutation a lieu sous les conditions ordinaires et de droit et notamment sous les suivantes que le nouveau propriétaire s'oblige à exécuter :

ETAT DU BIEN

- Prendre le bien dans son état au jour de l'entrée en jouissance sans recours contre l'ancien propriétaire pour quelque cause que ce soit ; et notamment à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le bien, de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie ; comme aussi sans recours contre l'ancien propriétaire pour l'état des constructions ; pour les vices de toute nature, apparents ou cachés ; pour les mitoyennetés, pour erreur dans la désignation, le cadastre.

SERVITUDES

Le nouveau propriétaire supportera toutes les servitudes passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever ce bien, sauf à s'en défendre, et il profitera de celles actives, sans recours contre l'ancien propriétaire, mais sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la Loi.

A cet égard, il est précisé par l'ancien propriétaire qu'à sa connaissance, il n'existe aucune autre servitude que celles dérivant de la situation des lieux, de la Loi ou des plans d'urbanisme et d'aménagement de la Commune,

Et, il déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur ce bien.

IMPOTS ET TAXES

Le nouveau propriétaire acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales auxquelles ce bien peut ou pourra être assujéti.

13

CC K H

IMPOTS DIRECTS LOCAUX DE L'ANNEE COURANTE

Pour l'année courante, il est convenu que:

- Concernant LA TAXE FONCIERE, il sera procédé entre les parties au décompte jour pour jour de leur quote-part respective, en tenant compte de la date d'entrée en jouissance.
- Concernant, LA TAXE D'HABITATION, l'occupant au premier janvier de l'année en cours la supportera seul.

CONTRATS ET ABONNEMENTS

Le nouveau propriétaire fera son affaire personnelle de tous contrats, éventuellement passés, pour les services en eau, énergie, télécommunications et autres afférents à ce bien, à compter de l'entrée en jouissance.

Et, il opérera ou fera opérer la mutation de ces contrats à son nom, dans les meilleurs délais, de façon que l'ancien propriétaire ne soit, jamais, inquiété à ce sujet.

RESILIATIONS DES CONTRATS D'ASSURANCES

L'ancien propriétaire devra résilier, à ses frais, toutes polices d'assurances en cours de façon que le nouveau propriétaire ne soit pas inquiété à cet égard.

ABSENCE DE CONSTRUCTION OU DE RENOVATION DEPUIS MOINS DE DIX ANS.

Les parties déclarent que le bien objet des présentes n'est pas concerné par les dispositions de la législation sur l'assurance dommages-ouvrage, aucune construction ou rénovation concernant le bien immobilier n'ayant été effectuée depuis moins de dix ans.

SITUATION DE L'IMMEUBLE AU REGARD DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A L'AMIANTE

L'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers vendus entre dans le champ d'application du décret n°96-97 du 7 février 1996, modifié par le décret n°97-855 du 12 septembre 1997 et par le décret n°2002-839 du 03 mai 2002.

L'ancien propriétaire déclare que les recherches effectuées conformément à l'article 2 dudit décret n' a pas révélé la présence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante, ainsi qu'il résulte :

D'une attestation de Sébastien FABRE, contrôleur technique habilité, domicilié à TOULON (Var), 45 Rue Victor Clappier, en date à TOULON (Var) du 24 octobre 2002, demeurée ci-annexée.

Observation étant ici faite qu'il résulte de ladite attestation que :

"Les WC de la maison et de l'appartement ont une canalisation en fibro-ciment susceptible de contenir de l'amiante. Toutefois, un prélèvement sans destruction, et sans rendre les éléments concernés impropres à leur destination s'est avéré impossible".

13

cc pc H

TERMITES

L'immeuble objet des présentes est situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral en application de l'article 3 de la loi n° 99-471 du 8 juin 1999, c'est à dire dans un secteur contaminé ou susceptible d'être contaminé par les termites.

En application de l'article 8 de la loi précitée, un état parasitaire établi par Sébastien FABRE, Contrôleur Technique susnommé et révélant la présence de termites est demeuré ci-annexé aux présentes après mention.

Le nouveau propriétaire déclare avoir pris personnellement connaissance de ce certificat et en posséder une copie.

Il déclare vouloir faire son affaire personnelle des mesures à prendre pour remédier à la situation (destruction des insectes et traitement préventif pour l'avenir, remise en état des parties du bâtiment détériorées par leur présence) et en supporter seul le coût.

LUTTE CONTRE LE SATURNISME

L'ancien propriétaire déclare :

- que l'immeuble a été achevé avant le 31 décembre 1947 et en conséquence, entre dans le champ d'application de l'article L.32-5 du Code de la santé publique.

Concernant les parties privatives :

Il résulte d'une attestation, délivrée par Sébastien FABRE, Expert susnommé, en date du 11 novembre 2002, dont copie demeurera ci-annexée après mention, que :

"L'état des riques a révélé la présence de revêtements dégradés contenant du plomb au delà du seuil réglementaire".

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du Notaire à la Formalité unique d'Enregistrement et de Publicité Foncière au Bureau des Hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais du nouveau propriétaire.

Si ce bien est grevé d'inscriptions, l'ancien propriétaire sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

POUVOIRS

Les parties donnent tous pouvoirs nécessaires pour signer tous actes rectificatifs ou complémentaires à tout Clerc ou Employé du Notaire soussigné, en vue de mettre cet acte en harmonie avec tous documents d'Etat Civil, cadastraux ou hypothécaires.

OC R h

h

TITRES

Il n'est remis au nouveau propriétaire aucun ancien titre de propriété, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou copies authentiques d'actes concernant ce bien.

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi N° 78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

DECLARATIONS GENERALES

Les parties déclarent :

- Que leur identité est conforme à celle indiquée en tête des présentes,

- Qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens,

Le vendeur déclare :

- Que ce bien est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif, et qu'il n'est grevé d'aucun droit réel principal ou accessoire.

Ainsi que les déclarations de l'ancien propriétaire concernant les droits grevant ce bien sont confirmées sur un état hypothécaire hors formalité délivré par le Bureau des Hypothèques compétent.

AVIS DES DOMAINES

Cette acquisition a fait l'objet d'un avis des domaines en date du 13 mars 2002

N°6 OGI/02-0088

Cette pièce demeurera annexée à cette minute après mention.

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Pour l'application de l'article R 238-38 du Code du Travail l'ancien propriétaire déclare :

- que l'immeuble objet des présentes n'entre pas dans le champ d'application de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993 et plus spécialement que sa construction n'a pas donné lieu à l'établissement du dossier prévu par l'article L 235-15 du Code du Travail comme ayant fait l'objet de l'ordre de service de commencer les travaux donné avant le 30 décembre 1994.

CC R H

13

POUR EXPEDITION réalisée par reprographie, délivrée par Maître
Françoise PIERONI-MIGNON, Notaire à TOULON (Var), 23 avenue
Vauban,

Le 13 janvier 2003 certifiée par elle comme étant la reproduction exacte de
l'original et rédigée sur seize pages contenant sans renvoi ni mot nul.



Commune :	LE PRADET (830098)
Surface géographique :	295 m ²
Contenance :	289 m ²
Adresse :	0093 RUE PAULIN DAVID
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : +00801 (1)

Propriétaire :
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE CS 30536 83041 TOULON CEDEX 9
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00801		Sols		Sols		289	0	0
Total						289	0	0

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UCb	100,00%
Information(s)		
04	Périmètre de droit de préemption urbain renforcé	100,00%
04	Périmètre de droit de préemption urbain	100,00%
Servitude(s)		
EL7	Plan d'alignement	-
Autre(s)		
U	UCb : secteur correspondant a l ilot Cooperative-Ganzin au Forum et a l ilot de la Caravelle ou le COS et l emprise au sol ne sont pas reglementes afin de permettre la densification du secteur	100,00%

Commune :
LE PRADET (098)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 2725N
Document vérifié et numéroté le 05/12/2024
A TOULON
Par Bernard LAMURE
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

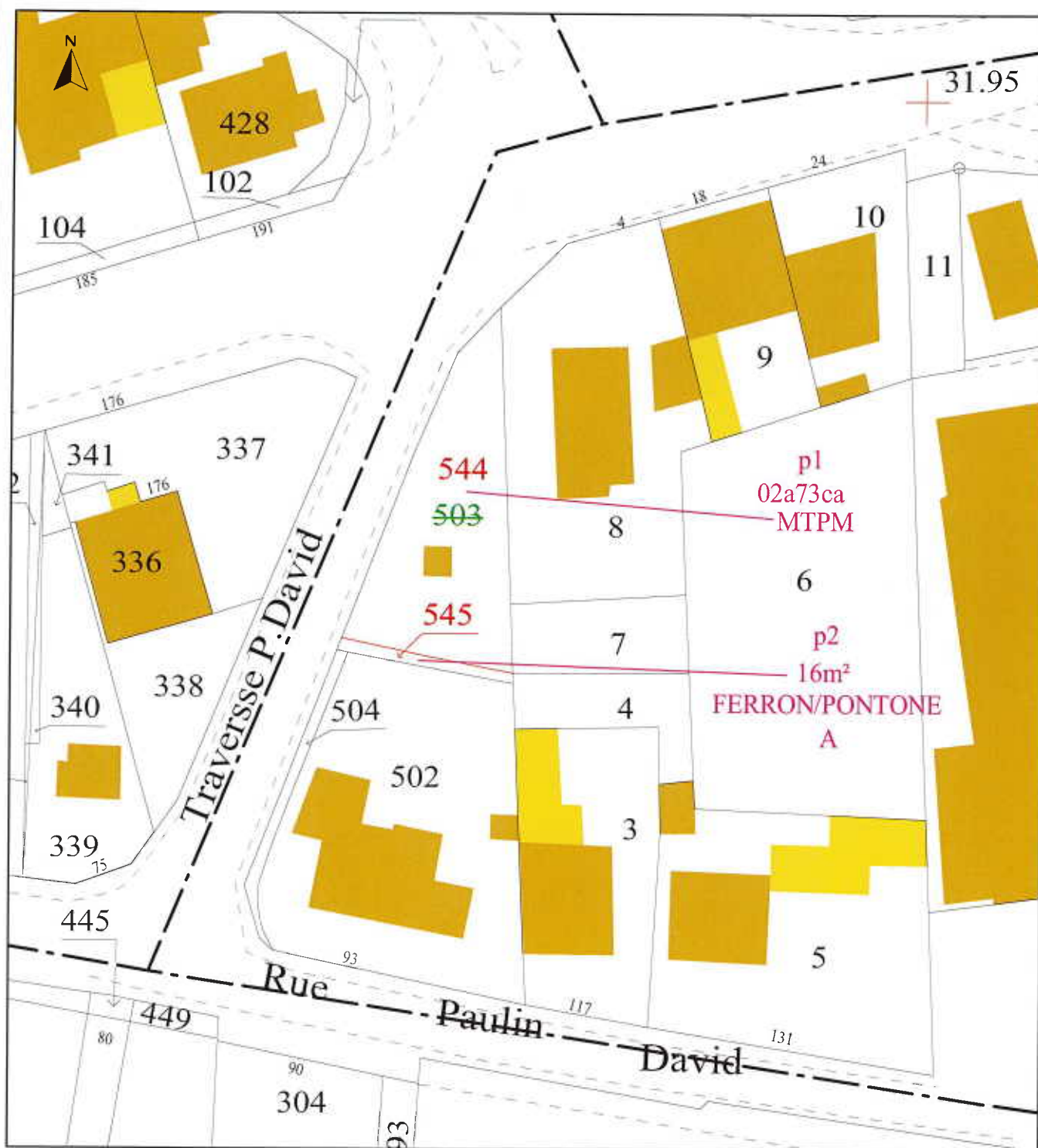
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-énonciés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.
A _____, le _____

Section : AX
Feuille(s) : 000 AX 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 05/12/2024
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé,
opsia méditerranée (2)
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 4225
83017 - 83040 Toulon Cedex - France
Tel. +33(0) 494 239 106
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualité de l'autorité seigneuriale, etc...)



Departamento de P&B
Comuna do PB&B
R. São Paulo, 100

What are the symptoms?

PLAN PARCELLAIRE

DIVISION DE LA PARCELLE AX 503 POUR CESSIION A MADAME ANNICK FERRON ET MONSIEUR CHRISTOPHE PONTONE

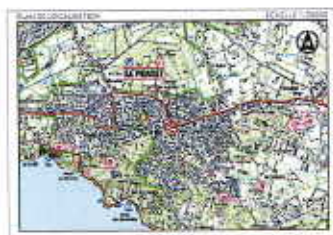
RESEARCH DESIGN

EMERGENCY INFORMATION



www.benthamanderson.com

Source: *Journal of the American Statistical Association*, 1997, 92, 1033-1046.



LINENOS



VALERIE DU SOULIER

```
#include <iostream>
using namespace std;
int main() {
    int n = 0;
    while(n <= 9) {
        cout<<" " <<n<<" ";
        if(n % 6 == 5 || n == 9) cout<<\n;
        else continue;
        ++n;
    }
}
```

	C		S		avg (avg)
1.00	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
0.75	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
0.50	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
0.25	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
0.00	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000

ETAT PARCELLAIRE



© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 103–110

Table 1.1: Summary of the data (continued)									
Group 1: Data from 2010				Group 2: Data from 2011					
Year	Month	Day	Time	Location	Activity	Duration	Frequency	Intensity	Notes
2010	Jan	15	10:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	First walk in the city center.
2010	Feb	20	15:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2010	Mar	25	08:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2010	Apr	30	12:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.
2010	May	05	18:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	Walking in the city center.
2010	Jun	10	09:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2010	Jul	15	14:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2010	Aug	20	11:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.
2010	Sep	25	16:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	Walking in the city center.
2010	Oct	30	13:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2010	Nov	05	10:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2010	Dec	10	17:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.
2011	Jan	15	10:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	Walking in the city center.
2011	Feb	20	15:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2011	Mar	25	08:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2011	Apr	30	12:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.
2011	May	05	18:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	Walking in the city center.
2011	Jun	10	09:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2011	Jul	15	14:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2011	Aug	20	11:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.
2011	Sep	25	16:00	City Center	Walking	30 min	10	Low	Walking in the city center.
2011	Oct	30	13:00	Suburbs	Running	45 min	15	Medium	Running in the suburbs.
2011	Nov	05	10:00	Beach	Swimming	1 hour	20	High	Swimming at the beach.
2011	Dec	10	17:00	Mountain	Climbing	2 hours	25	Very High	Climbing a mountain peak.

MANDELLI Michel

De: Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>
Envoyé: mercredi 5 juin 2024 15:18
À: MANDELLI Michel
Cc: HUMMEL Claire; nathalie.patissou
Objet: RE: cession de terrain PONTONE

Bonjour Michel,

Le Maire ne s'opposera pas à la cession d'un mètre à M. Pontone.

Quant aux frais liés à cette cession, la décision vous appartient ; le maire n'interviendra pas sur ce sujet.

Bien à toi,



VILLE DU PRADET
www.le-pradet.fr

Marie-Laure CHARRY

Directrice
Pôle Aménagement Durable

Tél. : 04 94 08 77 05
Port. : 06 89 74 60 48
marie-laure.charry@le-pradet.fr

De : MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>
Envoyé : mardi 4 juin 2024 12:12
À : Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>
Cc : HUMMEL Claire <chummel@metropoletpm.fr>
Objet : cession de terrain PONTONE

Marie-Laure bonjour,

J'espère que tu vas bien. Je me permets de te solliciter car nous avons reçu une demande concernant la cession à M PONTONE d'une portion de terrain appartenant à TPM cadastrée section AX n°503. Cette cession porte sur une bande de terrain d'un mètre de large. Je te joins le présent mail qui relate cette demande. Est-ce que tu es informée de ce dossier ?

TPM n'est pas a priori opposé à la cession mais celle-ci sera réalisée au prix des domaines et tous les frais liés à cette cession (géomètre ,notaire...) seront supportés par M PONTONE.

Avant d'initier la procédure peux-tu confirmer que les modalités envisagées de cette cession conviennent à M Le Maire de la commune ?

D'avance merci.

Bonne journée à toi

**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**
www.metropoleTPM.fr



Michel MANDELLI

Chef du Service Action Foncière

Service Action Foncière - Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole – Bureau 1.01
107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 9

Tel: 04.94.03.97.80

07 63 33 06 59

mmandelli@metropoletpm.fr

De : Nathalie Patissou <nathalie.patissou@le-pradet.fr>

Envoyé : mercredi 29 mai 2024 18:56

À : DIDOU Régis <RDIDOU@metropoletpm.fr>; Christophe Mignotte <christophe.mignotte@le-pradet.fr>

Cc : Hervé Stassinios <herve.stassinios@le-pradet.fr>; Jean-Claude Vega <jean-claude.vega@le-pradet.fr>; Floriandre Rideau <floriandre.rideau@le-pradet.fr>

Objet : Opération de démolition Le Pradet

2

Bonsoir Messieurs,

M. Le Maire a rendu un arbitrage sur le positionnement de la future clôture au nord de la propriété de M. et Mme Pontone.

Il a ainsi décidé de donner droit à leur demande de pouvoir accéder à la totalité de leur façade en cas de travaux et de protéger celle-ci d'éventuels graffiti en la mettant hors de portée de personnes mal intentionnées.

De fait, la nouvelle clôture sera à installer à 1 mètre du pignon nord de la maison.

Je vous remercie par avance de la prise en compte de cet arbitrage, sur lequel la commune communiquera directement avec les personnes concernées.

Cordialement



Nathalie PATISSOU

Directrice Générale des Services

TEL : 04 94 08 69 59

POLOZEC Olivier

De: Christophe Pontone <pontonechristophe@gmail.com>
Envoyé: mercredi 16 avril 2025 07:28
À: POLOZEC Olivier
Cc: Annick PONTONE; MANDELLI Michel
Objet: Re: Notre courrier du 21 février 2025

Mr POLOZEC
Bonjour
J'espère que tout va bien pour vous
Comme évoqué
Nous sommes intéressé par votre proposition
Avançons ensemble
Merci de votre retour
Cordialement

Le mar. 18 mars 2025, 14:31, POLOZEC Olivier <opolozec@metropoletpm.fr> a écrit :

Madame , Monsieur ,

Suite au courrier que nous vous avons envoyé le 21 février 2025, vous m'aviez indiqué que vous deviez contacter votre notaire avant de répondre à notre proposition .

Avez-vous pu discuter avec votre notaire de notre offre ?

Je vous prie de croire, Madame , Monsieur , à l'assurance de mes sincères salutations.



Olivier POLOZEC
Chargé d'opérations foncières
Service Action Foncière
Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole – Bureau 1.04
107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 9

Tel: 04.94.05.35.28

opolozec@metropolepm.fr

Toulon le 20 JUIN 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Olivier POLOZEC
Mail opolozec@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.05.35.28

Monsieur Christophe PONTONE
93, Rue Paulin David
83220 LE PRADET

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/OP 2024 n°512

OBJET : Vente d'une bande de terrain

Monsieur,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée propriétaire de la parcelle cadastrée section AX N°503 sise 93, rue Paulin David, au Pradet a souhaité délimiter sa propriété avec la mise en place d'une clôture.

Vous avez saisi le Maire de la Ville du Pradet car l'édification d'une clôture entre votre parcelle cadastrée section AX n° 502 et celle de la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous aurait empêché d'avoir accès au pignon de votre maison. Le maire a donc proposé de céder une bande de terrain de 1 m de large sur la parcelle métropolitaine afin que vous puissiez faire le tour de votre propriété et accéder à la totalité de votre façade en cas de travaux.

Afin de déterminer la surface exacte qui vous sera cédée nous mandaterons un géomètre expert qui établira un document modificatif du parcellaire cadastral ainsi qu'un plan de division.

Comme les collectivités territoriales sont tenues de consulter la Direction Immobilière de l'Etat pour connaître la valeur d'un bien préalablement à la réalisation de leurs opérations immobilières, pour garantir une plus grande transparence de l'action publique et une meilleure maîtrise de la dépense publique grâce à des informations objectives et neutres, nous saisissons les Domaines qui établiront un prix de vente.

Il conviendra ensuite qu'un notaire, soit celui de la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit celui que vous nous aurez indiqué au travers du coupon réponse, rédige l'ensemble des actes liés à cette vente.

Enfin, je vous précise que tous les frais liés à cette cession (géomètre, notaire...) seront à votre charge.

Le Service de l'Action Foncière reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Toulon Provence Méditerranée



MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE



Coupon réponse

(A renvoyer par courrier ou par mail : opolozec@metropoletpm.fr)

☐ **Notaire MTPM**

☐ **Mon notaire :**

Nom :

Prénom :

Adresse postale :

N° de téléphone :

Email :